

Nous serons en grève et en manifestation jeudi 5 juin 2025 pour dire aux Députés de l'Assemblée Nationale qui voteront **le 5 juin 2025 : la retraite à 64 ans, c'est toujours NON !!!**

Les équipes s'épuisent, et la Ville de Paris ne prend toujours pas les mesures pour pallier le manque d'effectif. Nous estimons le besoin en Agents Logistique (cuisine, lingerie, ménage) à 700 ! Il manque des Auxiliaires de Puéricultures mais il n'y a pas de budget pour financer la formation. Les Educatrices de Jeunes Enfants, cadre A, sont toujours comptés dans les effectifs. Les Responsables sont responsables de tout, et rattrapent le soir le travail administratif (plannings, mails, sécurité, commandes, pédagogie, travail préparatoire...). Pire, la Ville de Paris ne soutient plus notre savoir-faire, abandonne depuis 3 ans l'exigence des diplômes et voudrait organiser le « dépannage » en dépit de notre statut. Il faudrait être prêtes à « *la solidarité* » entre établissements, venir travailler avec un sac à dos peut-être pour transporter nos vêtements de travail, nos chaussures de sécurité ? Les fermetures partielles ou définitives se multiplient : c'est la destruction des crèches municipales. Tous les corps professionnels sont concernés, mais les Agents logistiques (ATEPE) sont particulièrement impactés. La « *solidarité* » à la Ville, c'est accepter d'être déplacée pour bénéficier, peut-être, d'une prime au mérite en fin d'année. Et celles qui restent, pour faire le travail en double, n'auraient rien ??? Nos métiers féminins, de la petite enfance, sont déconsidérés, c'est révoltant.

TRAVAILLER PLUS LONGTEMPS, SOUS PAYEES, MALMENEES, ABIMEES PAR LE TRAVAIL, ON EN A MARRE !

Nos mobilisations ont permis de gagner au niveau national l'abandon des trois jours de carence en cas de congé maladie. Il nous faut continuer ! ... A Paris, les luttes encore ont permis de faire reculer la Direction sur son projet de traçabilité du temps de sommeil des enfants... Il nous faut continuer ! ... Parce que nos missions sont indispensables pour l'avenir des familles et des enfants, et que nous refusons de les sacrifier et nous sacrifier pour permettre à nos gouvernants d'économiser sur notre dos. L'accueil des enfants et des familles est un enjeu de société, le secteur n'est pas à brader aux « Ogres » du privé pour participer à l'« effort de guerre » que nous demandent ce président, son gouvernement et ses alliés, y compris dans les municipalités.

Il y a urgence nationale pour l'abrogation de la réforme des retraites, le retour aux départs à 60 ans, la reconnaissance de la pénibilité de notre travail avec un départ anticipé à la retraite et l'augmentation du Point d'Indice à 6 euros !

Il y a urgence « municipale » à réclamer à Madame La Maire de Paris, dès maintenant :

- la reconnaissance pour les ATEPE de la pénibilité avec une prime qui compte pour la pension de retraite. C'est-à-dire une Bonification du traitement Indiciaire (NBI) de 20 points pour toutes !
- la prise en charge de la baisse de 10% des revenus en congé maladie, la Ville de Paris en a les moyens, et elle en a le droit !

Rendez-vous à l'Hôtel de Ville le 05 juin à 10h pour le rassemblement des professionnelles de la Direction des Familles et de la Petite Enfance avec nos collègues, professionnelles de la Direction des Affaires Scolaires...

La Préfecture affichant ses autorisations au dernier moment, restez connectés !



<https://pe75.cgtvilledeparis.fr>
syndicat.cgtpe75@yahoo.com



Cgtpe75.

19/05/2025